

Article 31 du Règlement

tones à un ministre qui ne semble pas avoir de préjugés contre les autochtones du Canada.

* * *

LA PROVINCE D'ONTARIO

M. Ross Stevenson (Durham): Monsieur le Président, les critiques que le trésorier et le premier ministre de la province d'Ontario ont adressées au budget fédéral de cette semaine frisent le ridicule.

En début de semaine, les deux mêmes personnes annonçaient pour cette année une aubaine imprévue de 952 millions de dollars fournie par une hausse des recettes de l'impôt sur le revenu. En outre, au cours de l'exercice en cours la nouvelle contribution à l'assurance-santé imposée aux employeurs et la nouvelle taxe frappant la concentration des activités commerciales, qui entrent en application le 1^{er} janvier en Ontario, vont rapporter 560 millions de plus à la province. Ensemble, ces recettes nouvelles vont apporter à l'Ontario trois fois plus qu'il ne perd du fait des réductions des transferts fédéraux au titre du financement des programmes établis.

Avant de formuler de nouvelles plaintes, le premier ministre et le trésorier de l'Ontario devraient songer que depuis 1984 les dépenses fédérales ont été maintenues à 3,6 p. 100 en moyenne, alors que celles de l'Ontario galopent à la cadence annuelle de près de 10 p. 100. Si le gouvernement ontarien parvient à modérer sensiblement ses dépenses, il ne devrait pas devoir imposer d'impôts nouveaux à ses habitants en conséquence du budget fédéral de cette semaine.

* * *

TÉLÉSAT CANADA

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, en parlant de privatiser Télésat Canada le gouvernement fait voir qu'il est idéologiquement prisonnier de sa conception de l'économie de marché. Le gouvernement n'a pas réussi à comprendre que notre réseau télécommunications fonctionne parce qu'il a été mis au point avec soin pendant des décennies. Tout s'y agence parfaitement. On ne peut pas en retirer un élément, on ne peut pas enlever un mur de la maison sans tenir compte de la structure d'ensemble. Tout ce que les conservateurs voient dans le Canada c'est la façon de le démanteler. Le gouvernement ne nous a pas donné la politique nationale des télécommunications qu'il nous avait promise il y a cinq ans. Et malgré cette absence de politique, il veut transformer Télésat, qui est un des fondements de notre système de télécommunications, lui

enlever sa mission d'intérêt public pour la soumettre à la seule recherche du profit.

Qu'advient-il des objectifs fixés à Télésat? On n'en tient plus compte, ou on les troque contre des bénéfices d'exploitation? Quel motif des gestionnaires privés trouveraient-ils à desservir les petites localités autochtones? Comment pourraient-ils résister à la tentation économique de desservir à la place les 200 millions de personnes du marché américain? Est-ce que le gouvernement comprendra jamais la véritable mission d'intérêt public de Télésat dans le domaine de la recherche et du développement, en matière par exemple de satellites et de la télé HD? Et en raison des investissements risqués en cours, privatiser actuellement Télésat ce serait brader les millions de dollars que les Canadiens y ont déjà investis.

Rien ne laisse voir que le gouvernement ait examiné ces questions. Pour une fois, il serait avantageux pour les Canadiens que le gouvernement se mette à réfléchir et à planifier, au lieu de vendre et de réduire.

* * *

L'HONORABLE HENRY HICKS

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le Président, le 5 mars 1990, l'hon. Henry Hicks fêtera son soixante-quinzième anniversaire et cessera ses activités de sénateur. Je suis certain que les députés de Nouvelle-Écosse et tous nos collègues se joindront à moi pour lui souhaiter bonne chance ainsi qu'à sa nouvelle épouse.

Henry Hicks a été enseignant et avocat dans une petite ville de Nouvelle-Écosse et, pour reprendre son expression «a dégénéré en homme politique». Mais en tant que tel, il s'est distingué comme ministre de l'Éducation et premier ministre de la Nouvelle-Écosse, puis il a présidé un de nos grands centres intellectuels, l'université Dalhousie.

Il a continué à contribuer au bien public en faisant une carrière éminente au Sénat, et je sais qu'il continuera à le faire dans les années à venir.

Souhaitons tous bonne chance à Henry Hicks.

Des voix: Bravo!

* * *

LE BUDGET

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, le budget fédéral ne contenait rien pour les Canadiens de la région atlantique. Aucune mesure d'aide n'était prévue pour les milliers de personnes touchées par la fermeture d'usines. Il n'y avait rien pour les collectivités qui sont menacées d'extinction, ni